

**Colloque « Penser l'émancipation »**  
**28-30 janvier 2016 – Bruxelles**

*TITRE* : Construire l'émancipation par la consommation citoyenne : des catégories labiles au service d'une coalition d'acteurs

Gabriel Montrieux  
Université Lyon 2 / ENS Lyon  
Triangle – UMR 5206  
gabriel.montrieux@ens-lyon.fr

Face au constat généralisé d'une délégitimation progressive de la démocratie représentative, les initiatives écocitoyennes tendent à produire un pouvoir citoyen recourant aux modes de vie comme terrain de lutte politique et de résistance « au quotidien » [1]. Ainsi, la consommation citoyenne, notamment au travers du déploiement rapide des circuits-courts, semble traduire la production d'une critique efficace et durable de l'organisation économique capitaliste [2 ; 3]. L'écocitoyenneté alimentaire coalise un ensemble d'acteurs issus de la « société civile », qui, loin de se constituer en vase clos, se positionne en interaction avec différents champs, politique et institutionnel notamment [4]. Cependant, le regroupement d'acteurs pluriels au sein d'un même mouvement citoyen, ainsi que le rôle joué par les institutions dans l'encodage des catégories critiques, peuvent venir imposer la production d'un consensus et aboutir à une liquidation des revendications politiques. Les critiques concernant le recours au « durable » et à ses opérations de « neutralisation de la conflictualité » sont désormais nombreuses [5 ; 6]. Ainsi, la structuration des réseaux de l'écocitoyenneté alimentaire dépasse la dichotomie binaire politisation/dépolitisation par la mobilisation de catégories polysémiques (agriculture locale, consommation responsable, etc.) qui produisent de manière variable du dissensus et du consensus. En fonction de configurations et d'enjeux spécifiques, ces catégories permettent aux acteurs d'aplanir les divergences, de renforcer les réseaux et les partenariats dans une perspective générale d'émancipation face à l'emprise de la consommation de masse, tout en se positionnant sur des enjeux politiques spécifiques par ailleurs. La mobilisation de ces catégories se traduit dans l'espace local par une gradation des cristallisations politiques, de la participation à des actions conflictuelles de défense des terres maraîchères à un apolitisme consensuel présent au sein des Amap. À partir d'une étude de terrain à l'échelle de l'agglomération lyonnaise et de données locales et contextualisées, l'enjeu est de saisir la production et l'usage de ces ressources symboliques communes aux différents acteurs locaux de l'écocitoyenneté. Cette contribution vient donc s'inscrire dans l'axe 5, *Luttes écologiques/environnementales*, en proposant une analyse des conditions du glissement sémantique qui traverse l'usage des catégories de l'écocitoyenneté alimentaire et qui permet à une coalition d'acteurs de lier enjeux généraux de la consommation citoyenne et luttes politiques spécifiques.

[1] Dobré Michelle, *L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 2002.

[2] Dubuisson-Quellier Sophie, *La consommation engagée*, Paris, Presses de Science Po, 2009.

[3] Olivier Valérie et Coquart Dominique, « Les AMAP : une alternative socio-économique pour des petits producteurs locaux ? », *Économie rurale*, 2010, vol.4, n°318-319, p.20-36.

[4] Perrin Coline et Soulard Christophe-Toussaint, « Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan », *Géocarrefour*, 2014, vol.89, n°1-2-3, p.125-134.

[5] Krieg-Planque Alice, « La formule “développement durable” : un opérateur de neutralisation de la conflictualité », *Langage et société*, 2010, vol.4, n°134, p. 5-29.

[6] Boissonade Jérôme (dir.), *La ville durable contestée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, La plaine St Denis, Ed. Petra, 2015.